

# CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DE SITE INTERNET

## OBJET

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU) sont conclues entre la SAS de Commissaires de Justice, SAS au capital social de 40 000 euros immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 529 329 567, dont le siège social est situé 92 Rue d'Angiviller 78120 RAMBOUILLET (ci-après « l'Office ») d'une part et l'Utilisateur d'autre part (ci-après désignées collectivement « Les Parties »).

Les présentes CGU ont pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles les Utilisateurs accèdent et utilisent le Site édité par l'Office de Commissaires de justice la SAS LSL et accessible à l'adresse URL <https://lsl.commissairedejustice.com>.

## DÉFINITIONS

Les termes en majuscule ont la signification suivante :

« **CGU** » : désigne les conditions générales d'utilisation applicables au Service.

« **Client** » : désigne toute personne physique ou morale agissant à titre professionnel ou à titre particulier, client de l'Office. Le Client peut accéder aux Services listés à l'article 5 « Description des Services du Site ».

« **Débiteur** » : désigne toute personne physique ou morale en tant que Débiteur pour toute créance de quelque nature que ce soit. Le Débiteur pourra procéder au paiement en ligne sur le Site.

« **Donnée personnelle** » : désigne toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée comme telle, soit directement soit indirectement par regroupement d'informations, par référence à un numéro d'identification ou à des éléments qui lui sont propres : nom, adresse, numéro de téléphone, adresse email, identifiant, login, mot de passe, etc.

« **Service(s)** » désigne le(s) Service(s) mis à disposition de l'Utilisateur via le Site.

« **Utilisateur** » désigne (i) un internaute/visiteur, (ii) un Client qui crée un compte via l'Espace Client, (iii) un Débiteur.

## ENTRÉE EN VIGUEUR – DURÉE

Tout Utilisateur qui accède au Site s'engage à respecter, sans réserve, les présentes CGU. L'Utilisateur est invité à télécharger les CGU à partir du [lien suivant](#), les imprimer et à en conserver une copie.

Les CGU entrent en vigueur à compter de la date de leur mise en ligne et sont opposables à tout Utilisateur qui navigue sur le Site.

Les CGU sont conclues pour une durée indéterminée.

## ACCÈS AU SITE

L'accès au Site ne nécessite aucune installation particulière. L'Utilisateur doit simplement disposer d'un ordinateur ou d'une tablette et d'une connexion au réseau internet. La connexion internet et le navigateur utilisé doivent être de bonne qualité pour permettre un accès aisé au Site.

L'Utilisateur reconnaît avoir vérifié que la configuration informatique qu'il utilise est en parfait état de fonctionnement et que cette dernière ne contient aucun virus.

Pour accéder et utiliser le Site, l'Utilisateur doit a minima disposer de la configuration informatique suivante :

- Internet Explorer version 5.2.3 et plus ;
- Microsoft Edge version 113.0.1774.57 et plus ;
- Firefox version 113.0.2 et plus ;
- Chrome version 114.0.5735.90 et plus ;
- Safari version 16.4.1 et plus.

## DESCRIPTION DES SERVICES DISPONIBLES

Le Site internet permet aux Utilisateurs d'accéder aux Services suivants :

- *Prise de rendez-vous en ligne ;*
- *Païement en ligne pour les Débiteurs ;*
- *Services pour les Clients (constat, jeux concours, etc...).*

## CONDITIONS FINANCIÈRES

Le Site internet est mis à disposition des Utilisateurs à titre gratuit.

Les tarifs réglementés de l'Office peuvent être consultés à tout moment par l'Utilisateur à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041663389>

Les Utilisateurs ont la possibilité d'effectuer directement des paiements en ligne via le Site de l'Office, par carte bancaire dans la rubrique *Païement*, et au moyen du service de paiement sécurisé accessible à l'URL <https://lsl.commissairedejustice.com/païement.html>. En choisissant ce mode de paiement, l'Utilisateur sera redirigé au moment de payer sur la page du site <https://www.mondossier-enligne.fr/> et devra renseigner les informations nécessaires au paiement telles que ses types et numéros de carte bancaire ;

Les autres modes de paiements possibles sont :

- par chèque adressé par voie postale à l'adresse suivante : 92 Rue d'Angiviller 78120 RAMBOUILLET ;
- paiement par virement, informations disponibles à l'URL : <https://lsl.commissairedejustice.com/païement.html> ;
- paiement par CB par TPE en téléphonant à l'étude (voir les informations de contact à l'étude à l'URL <https://lsl.commissairedejustice.com/contact.html>)
- paiement en espèces à l'étude

## ENGAGEMENTS DE L'UTILISATEUR

### 1.1 Engagements légaux et réglementaires

L'Utilisateur s'engage à utiliser le Site conformément aux conditions définies dans les CGU et dans le respect de la législation/réglementation française en vigueur applicable à la date de conclusion des CGU, et ce pendant toute leur durée d'exécution..

### 1.2 Engagements de l'Utilisateur relatifs à ses identifiants utilisés pour le paiement en ligne

L'Utilisateur s'oblige à conserver ses identifiants secrets (login et mot de passe) et à ne pas les divulguer à des tiers sous quelque forme que ce soit. Toute perte, détournement ou utilisation non autorisée des identifiants d'un Utilisateur et leurs conséquences relèvent de la seule responsabilité de cet Utilisateur.

Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, l'Utilisateur est tenu d'en avvertir l'Office, sans délai, par message électronique, en précisant ses identifiants, nom, prénoms à l'adresse suivante : [contact@huissiers-rambouillet.fr](mailto:contact@huissiers-rambouillet.fr), afin que l'Office puisse procéder à la réinitialisation du profil de l'Utilisateur.

L'Utilisateur est seul responsable de l'utilisation qui est faite de ses identifiants, même si l'Utilisateur préenregistre sur son ordinateur, son téléphone mobile ou sur n'importe quel autre type d'équipement son identifiant, permettant ainsi la connexion automatique au Site.

Tout accès et utilisation du Site sera réputé avoir été effectué par ce dernier. A cet égard, l'Utilisateur est tenu de s'assurer qu'à l'issue de chaque session il se déconnecte effectivement du Site, en particulier lorsqu'il accède au Site à partir d'un ordinateur public.

## **ENGAGEMENTS ET LIMITATION DE RESPONSABILITÉ DE L'OFFICE**

L'Office met en place les moyens et les mesures nécessaires à la bonne marche, au maintien de la continuité et de la qualité du Service.

L'Utilisateur reconnaît néanmoins que son utilisation du Site se fait à ses risques et périls. Le Site est fourni « en l'état » et est accessible sans aucune garantie de disponibilité et de régularité. L'Office s'efforcera cependant de rendre le Site accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux français ou d'un événement hors du contrôle de l'Office et sous réserve des périodes de maintenance planifiées, des pannes éventuelles, des aléas techniques liés à la nature du réseau Internet, du serveur sur lequel le Site est hébergé, ou des actes de malveillance ou toute atteinte portée au matériel ou aux logiciels de l'Office.

L'Office ne peut également pas être tenue responsable :

- (i) de l'installation et du fonctionnement des terminaux utilisés par l'Utilisateur et qui ne sont pas fournis par l'Office pour accéder au Site.
- (ii) en cas de contamination du matériel informatique de l'Utilisateur au cours ou après la navigation de celui-ci sur le Site.

Les équipements (notamment ordinateur, téléphone, logiciels, moyens de communication électronique) permettant l'accès et l'utilisation du Site sont à la charge exclusive de l'Utilisateur, de même que les frais de communications électroniques (notamment coûts téléphoniques, coûts d'accès à internet) résultant de leur utilisation.

## **SITES TIERS**

Pour le cas où le Site contiendrait des liens hypertextes renvoyant vers des sites internet édités par des tiers (ci-après les « **Sites Tiers** ») sur lesquels l'Office n'exerce aucune sorte de contrôle, l'Utilisateur reconnaît que les contenus accessibles par le biais de ces Sites Tiers n'engagent pas la responsabilité de l'Office.

L'Office ne pourra être tenue pour responsable des contenus, notamment les documents ou données disponibles sur les sites objet des liens, ni des conséquences qui pourraient découler de la consultation ou de l'utilisation de ces sites.

## **PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

L'Office concède à l'Utilisateur, pour la durée de son adhésion au Service, un droit d'utilisation personnel, non exclusif et non cessible au Site.

Le Site et tous les éléments qui les composent sont, sauf mentions particulières, la propriété exclusive de l'Office. Toutes les marques et tous les logos appartenant à l'Office ne peuvent pas être utilisés par l'Utilisateur sauf consentement préalable écrit de l'Office.

En conséquence, en application des dispositions du Code de la propriété intellectuelle, des dispositions législatives et réglementaires de tous pays et des conventions internationales, toute reproduction, diffusion ou représentation, intégrale ou partielle, du Site de l'Office ou d'un quelconque élément qui le compose est interdite de même que leur altération et constitue un acte de contrefaçon civilement et pénalement sanctionnable.

A ce titre, il est notamment interdit à l'Utilisateur d'adapter, arranger, modifier, corriger, associer, traduire en toutes langues ou tous langages, mettre sur le marché à titre gratuit ou onéreux, commercialiser, tout ou partie du Site de l'Office ou d'un quelconque élément qui les compose, quels qu'en soient le moyen et le support. Aucune disposition des CGU ne peut être interprétée comme une cession de droits de propriété intellectuelle que ce soit tacitement ou d'une autre façon.

## **12. MODIFICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES**

L'Office peut modifier, à tout moment, les présentes CGU, afin notamment de prendre en compte toute évolution légale, réglementaire, jurisprudentielle et/ou technique.

L'Office se réserve la faculté de modifier ses Conditions Générales à tout moment en fonction de l'évolution du contenu et des fonctionnalités du Site. L'Office invite donc les Utilisateurs à prendre connaissance de cette page à chaque consultation du Site.

## **PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET COOKIES**

Les informations recueillies dans le cadre des présentes conditions générales font l'objet d'un traitement au sens de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « Loi Informatique et Libertés ») et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après le « Règlement Général sur la Protection des Données »).

Afin de simplifier l'accès à l'information de l'Utilisateur concernant la gestion de ses données à caractère personnel, ce dernier est invité à consulter la Politique de gestion de la vie privée mise à disposition via le Site à l'[adresse suivante](#). Ce document informe notamment les Utilisateurs des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Office ainsi que sur les cookies utilisés par le Site.

## **14. RENONCIATION**

Le fait pour l'une ou l'autre des Parties de ne pas se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations des CGU ne pourra en aucun cas impliquer la renonciation par cette Partie à s'en prévaloir ultérieurement.

## **NULLITÉ PARTIELLE**

Dans le cas où certaines stipulations des CGU seraient inapplicables pour quelque raison que ce soit, y compris en raison d'une loi ou d'une réglementation applicable, les Parties resteront liées par les autres stipulations des CGU et s'efforceront de remédier aux clauses inapplicables dans le même esprit que celui qui a présidé lors de la conclusion.

## **DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Les CGU sont soumises à la loi française.

Avant toute action contentieuse, les Parties chercheront, de bonne foi, à régler à l'amiable leurs différends relatifs à la validité, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution, l'interruption, la résiliation ou la dénonciation

des présentes CGU et ce, pour quelques causes et sur quelques fondements que ce soient. Les Parties devront se réunir afin de confronter leurs points de vue et effectuer toutes constatations utiles afin de trouver une solution au conflit qui les oppose.

Les Parties s'efforceront ainsi de trouver un accord amiable dans un délai d'un [1] mois à compter de la notification par l'une d'elle par lettre recommandée avec accusé de réception.

À défaut d'accord amiable pour solder le litige dans le délai d'un [1] mois, la Partie qui le souhaite pourra saisir le tribunal compétent en application des règles de droit commun.